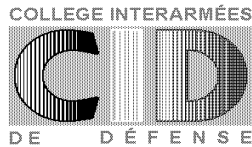


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



La reconstruction en Irak, un échec imputable à CENTCOM ?

Mémoire de géopolitique

du CDT Pierre-Laurent BORRAS

Dans le cadre du séminaire "les grands commandements"

Directeur : Général de corps d'armée RANSON

Mars 2007

- 1 La reconstruction en Irak, un échec imputable à CENTCOM ?
- 2 20070305_CDT BORRAS_Grands commandements CENTCOM_ D5.doc
- 3 CDT BORRAS Pierre-Laurent, Air, France
- 4 5 mars 2007
- 5 Groupe D5
- 6 Première version

7 Résumé : La deuxième guerre d'Irak est hélas un très bon exemple de ce qu'il ne faut pas faire, car au lieu de réduire la complexité de cette crise, les Américains l'ont complexifié en l'installant dans le temps et en la propageant dans d'autres espaces de combats comme la guérilla, les relations internationales, le choc des civilisations, les relations communautaires, etc.

CENTCOM est responsable de l'échec de la phase de reconstruction en Irak, mais la culpabilité en revient clairement au niveau politique.

L'erreur principale provient d'une approche idéologique de la problématique, cette approche partielle ne permet pas d'embrasser toute la complexité, caractérisée par le non-déterminisme inhérent à toute stratégie, quand elle existe, et par l'impossibilité de savoir si l'on ne se trompe pas. Cette caractéristique impose des principes à respecter pour minimiser les erreurs.

L'approche globale aurait été un meilleur angle d'attaque non pas pour s'assurer du succès, mais au moins pour se prémunir des erreurs grossières qu'une absence de conscience de la complexité génère. Cette approche, recherchée aujourd'hui par Washington, impose une réforme des institutions américaines pour équilibrer les influences du Département d'Etat et du Département de la Défense dans la prévention et la gestion de crise. Cette réforme intérieure, garante d'un meilleur équilibre des pouvoirs, devrait aussi se traduire par une attitude plus multilatérale des Américains. En outre, rien ne sert de définir une stratégie si l'organisation chargée de la mener à bien ne peut s'adapter au non-déterminisme naturel de celle-ci. Pour cela, il convient de développer l'esprit d'initiative et la subsidiarité.

La France a entrepris depuis plusieurs années cette approche comme le démontre le concept RECAMP et la création du poste de Haut-Représentant pour la Sécurité et la Prévention des Conflits.

Il revient donc de persévérer et de tenir tête aux Américains qui n'ont toujours pas compris, comme l'a démontré le sommet de l'OTAN à Riga en novembre 2006, que l'aspect militaire ne devait pas être le premier à être pris en compte, mais que les aspects politiques, diplomatiques, juridiques, culturels, économiques doivent être considérés avec la même importance.

- 8 Mots clés : Irak, reconstruction, CENTCOM, approche globale, complexité

La reconstruction en Irak, un échec imputable à CENTCOM ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : DES ERREURS MULTIPLES

La reconstruction en Irak, un échec !

Les erreurs de CENTCOM

Les erreurs politiques

L'avenir de l'Irak

DEUXIÈME PARTIE: L'IRAK, UN NOUVEAU VIETNAM OU L'INCAPACITE POLITIQUE AMERICAINE A RESOUDRE UNE SITUATION COMPLEXE

Notions de complexité

Un échec prévisible

Propositions

La reconstruction en Irak, un échec imputable à CENTCOM ?

I. Introduction

Le XXI^{ème} siècle a commencé le 11 septembre 2001, c'est sûrement ainsi que nos arrières petits enfants se repèreront dans l'histoire, comme nous avons appris que le XX^{ème} avait commencé en 1914. En ce siècle de globalisation, l'effet papillon est là pour rappeler que personne n'est à l'abri. L'Irak en fait les frais, aujourd'hui détruit, en proie à l'insécurité permanente, ce pays n'avait rien à voir avec la tragédie de Manhattan.

A ce moment des évènements (mars 2007), la reconstruction en Irak est donc ostensiblement un échec. Il convient de s'interroger sur les origines de celui-ci et de tenter d'identifier les responsabilités. Notre étude portera donc sur la part de CENTCOM (Central Command : Combatant Command ayant pour zone d'influence le Moyen-Orient, l'Afrique de l'Est et l'Asie centrale, fig ANNEXE 1) dans cet échec.

Nous allons démontrer en quoi CENTCOM est responsable mais pas coupable. Ce commandement militaire, digne d'un proconsulat, n'a fait qu'amplifier ou n'a pas su limiter les erreurs du pouvoir politique.

L'aveuglement idéologique du pouvoir politique emprunt de néoconservatisme, avide d'imposer par la force la démocratie dans les "rogues state", n'a pas permis d'embrasser avec lucidité la complexité de la situation.

Certains de leurs succès, les néoconservateurs proches du pouvoir, n'ont pas développé de stratégie. Les contre-pouvoirs étatiques, assommés par la tragédie du World Trade Center, n'ont pas fonctionné. La volonté de RUMSFELD de démontrer la validité de ses thèses, l'a opposé à POWEL et a empêché toute participation du Département d'Etat au règlement de la crise. Ainsi seul CENTCOM a pu jouer sa partition dans son domaine.

CENTCOM, n'ayant pas de directives sur la phase de reconstruction, n'a rien planifié de sérieux, ce qui s'est retrouvé dans la conduite de cette phase IV où l'attentisme militaire n'a pas permis de prendre les mesures immédiates et nécessaires pour endiguer la montée du terrorisme.

En outre, la "débaasification" et le renvoi de l'armée irakienne ont complexifié la situation locale. C'est deux nouvelles erreurs du pouvoir politique ont définitivement transformé la crise en problème insoluble. Ainsi, en se mettant à dos de nombreux Irakiens, qui auraient pu participer à la reconstruction au lieu d'alimenter les réseaux terroristes, les Américains se sont "tirés une balle dans le pied".

Ainsi cette crise est un très bel exemple de non prise en compte et de non gestion de la complexité, gage d'un échec annoncé.

II. Des erreurs multiples

Très tôt, alors que les GI, à peine remis de leur victoire-éclair, tentaient de se transformer en soldats de la paix, les lacunes de la préparation de l'après-guerre sont apparues au grand jour. Les erreurs se situent en partie au niveau militaire, mais la plus grande responsabilité en incombe au politique.

Techniquement, les Américains ont été incapables de préparer l'après guerre, comme cela fût le cas au Vietnam.

A. La reconstruction en Irak : un échec !

L'avenir sera seul juge, mais aujourd'hui il ne fait plus aucun doute que la reconstruction, voire la guerre en Irak a été un échec pour les USA qui n'avaient pas prévu une campagne aussi longue. Tout d'abord, il convient de rappeler le but initial de cette campagne et de vérifier qu'effectivement il n'a pas été atteint.

Sans être dans le secret des dieux, il apparaît comme fort probable que l'instauration d'une démocratie durable en Irak était l'objectif principal, outre le fait de trouver des armes de destruction massive, simple conséquence d'un tel régime dictatorial. En effet, les Américains considèrent que la démocratie est nécessaire à la paix et au développement d'un pays, la démocratie étant un critère d'absence de terrorisme. Cette hypothèse est cohérente de la stratégie de la sécurité américaine ("cf. National Security Strategy, septembre 2002, chapitre VII: *expand the circle of development by opening societies and building the infrastructure of democracy*").

Or le régime installé à Bagdad n'a de démocratie que le nom. Cette démocratie instable, de façade, baignée par l'insécurité voulue ou non, doit être considérée comme la preuve de

l'échec de la stratégie générale américaine en Irak. L'Irak n'est pas encore, contrairement à l'objectif américain initial, une véritable démocratie en plein développement économique ou le terrorisme n'est qu'un mauvais souvenir.

1. Le critère sécuritaire

La sécurité n'est plus assurée en Irak. Les attentats "suicides" omniprésents, les tensions inter-communautaires n'offrent qu'un avenir incertain principalement pour la communauté sunnite concentrée au centre de l'Irak dans une zone ne disposant d'aucune ressource pétrolière.

Cette insécurité ne permet aucun développement économique, plus le temps s'écoule, moins la vie est facile pour les irakiens. Ce malaise favorise naturellement la montée des extrêmes et la recherche de boucs émissaires tels que les Américains.

L'exécution de Saddam HUSSEIN le 30 décembre 2006 n'a rien changé, comme l'avait d'ailleurs prévu le président BUSH, sûrement une des seules fois, où son jugement sur l'Irak, a été pertinent.

L'Irak reste la zone mondiale privilégiée pour développer le terrorisme, c'est clairement l'antithèse de la volonté initiale américaine.

2. La démocratie est-elle possible ?

Après l'élaboration d'une constitution et les élections législatives de fin 2005, un gouvernement d'union nationale mené par le chiite Nouri AL-MALIKI, sous la présidence du Kurde Jalal TALABANI, est en place pour 4 ans.

Ce gouvernement reste tributaire des Américains, ce qui a été encore une fois démontré lors de la proposition de retrait de la commission BECKER. En effet le pouvoir irakien a rappelé que les Américains ne pouvaient se désengager unilatéralement arguant de la convention de Genève qui prévoit que la puissance occupante est responsable du pays.

Mais ce gouvernement chiite a tendance à soutenir les milices chiites qui se battent contre les sunnites. Cette attitude communautaire est difficilement compatible d'une démocratie dont le gouvernement doit représenter le peuple dans son intégralité (cf. article II de la déclaration universelle des droits de l'homme : *[...] Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.[...]*).

Naturellement la sûreté des citoyens est aussi un critère démocratique (cf. article III de la déclaration universelle des droits de l'homme : [...] *Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne* [...]).

Au regard de ces éléments, il est évident que la démocratie n'est pas une réalité concrète en Irak.

B. Les erreurs de CENTCOM

Quelles sont les responsabilités de CENTCOM dans l'échec de la reconstruction et de l'instauration de la démocratie en Irak?

Elles sont multiples. Tout d'abord CENTCOM n'a pas su comprendre que l'aspect militaire n'était pas suffisant pour gagner la guerre. Ensuite, il n'a pas rempli sa tâche de planification de la reconstruction et n'a pas su se battre, dès que les prémisses d'un enlisement se sont fait sentir, pour obtenir plus de troupes entraînées pour cette phase IV, telles que des troupes de maintien de l'ordre. Enfin, il n'a pas su s'adapter à un conflit de type contre-guérilla ou plus anciennement appelé "petite guerre" par CLAUSWITZ.

1. La préparation

a) L'esprit de l'US ARMY

Pour souligner la différence d'approche entre Américains et Européens, il est intéressant d'opposer, comme le colonel ROUBY de l'armée de terre (cf. Le Monde: "La stratégie militaire américaine explique l'échec en Irak"), le code du soldat français : "*Maître de ma force, je respecte l'adversaire et veille à épargner les populations. J'obéis aux ordres dans le respect des lois, des coutumes de la guerre et des conventions internationales. [...] Je suis ouvert sur le monde et la société et en respecte les différences*" à celui du soldat américain : "*Je suis un guerrier et membre d'une équipe ; je sers le peuple des Etats-Unis et vis selon les valeurs de l'armée [...]. Je me tiens prêt à me déployer, à engager [l'adversaire] et à détruire les ennemis des Etats-Unis [...] Je suis le gardien de la liberté et de la manière de vivre [way of life] américaine*".

Le brigadier (général) britannique Nigel AYLWIN-FOSTER, qui a servi en Irak jusqu'en novembre 2004 sous le commandement américain cite les propos d'officiers américains dont il a recueilli les témoignages, lesquels illustrent cette approche. "*La destruction militaire de l'ennemi est l'objectif stratégique. [...] Nos alliés sont trop réservés sur l'emploi de la force,*

ce qui encourage les insurgés à résister et démontre à la population locale que nous manquons de détermination. [...] Etant donné le rôle prééminent du combat coercitif enseigné et pratiqué habituellement par nos soldats du premier échelon, il était déraisonnable et trop compliqué d'attendre d'eux qu'ils développent la subtilité et la maîtrise nécessaire pour gagner les coeurs et les esprits pendant la phase de stabilisation et de reconstruction. [...] Sur 123 opérations de pacification entreprises entre mai 2003 et mai 2004, 6 % seulement ont cherché à créer un environnement sécurisé pour la population : la tactique préférée consistait à employer la force létale à grande échelle au cours de raids d'une journée. "

L'esprit de l'US ARMY est naturellement plus coercitif que compréhensif, plus technologique qu'humain, ce qui, face à une guérilla, ne peut que favoriser l'emballement de la violence plutôt que son apaisement.

b) Une armée inadaptée à la menace : Oubli de l'expérience acquise au Vietnam

Les erreurs tactiques sont patentes : attitude rigide des patrouilles, mise en joue systématique des passants, conversations sans ôter les lunettes noires, barrière de la langue.

Pire, la méconnaissance du milieu a été contre productive, les soldats américains bafouent ainsi simultanément des traditions complexes d'hospitalité, l'honneur des hommes en les humiliant devant leur famille, la sainteté de certains lieux en y pénétrant en armes, etc....

Une autre grande faiblesse des opérations militaires américaines fût le problème du renseignement de contre-guérilla qui repose sur le renseignement d'origine humaine, la capacité technologique étant considérée comme le palliatif de cet écueil.

L'US ARMY a oublié volontairement ce qu'elle a péniblement appris durant la guerre du Vietnam. Ses chefs, jeunes officiers durant cette période, ont depuis fait leur preuve au Panama en 1989, au Koweït en 1991, en Haïti en 1994, en Bosnie en 1996, au Kosovo en 1999, en Afghanistan en 2001, en oubliant la Somalie gagnée tactiquement, mais perdue par l'absence de détermination de l'administration Clinton, selon eux.

La lutte contre la guérilla n'est donc plus à l'ordre du jour, seul un style de guerre de type blitzkrieg contre un Etat est développé. FRANKS appellera cette forme de guerre "*speed kills*".

L'une des principales erreurs opératives du Vietnam – mener la guerre que l'on doit, et non celle que l'on veut – est donc bel et bien oubliée.

2. La planification

a) Planification uniquement de la campagne militaire

La préparation des forces américaines s'est traduite par une bonne planification de la phase militaire. Bien que RUMSFELD ait refusé à de nombreuses reprises le plan de l'état-major, le considérant trop consommateur de troupes au sol et n'utilisant pas assez les technologies telles que l'arme aérienne, la stratégie militaire a été globalement très efficace.

Mais cette stratégie n'est pas cohérente, a priori, de l'objectif politique. L'état final recherché par les militaires semble être davantage la chute de Saddam HUSSEIN que l'établissement de la démocratie. Le premier de ces objectifs est atteignable rapidement et facilement quantifiable, l'autre est plus immatériel.

De surcroît, la vision plutôt tactique de Tommy FRANKS et aussi son incapacité à s'élever au niveau stratégique expliquent en partie pourquoi la bataille de Bagdad a été un succès alors que la guerre ne pouvait être gagnée, car non préparée.

b) Absence de planification de la phase de reconstruction

Logiquement, la vision purement tactique du haut commandement n'a pas poussé à planifier correctement la phase IV de la reconstruction. Cette question fût prise avec une extrême légèreté par CENTCOM. La faible production du bureau en charge du dossier sous la responsabilité du Brigadier Général Steve HAWKINS était dans tous les cas inutilisable sur le terrain.

Ainsi huit semaines avant le déclenchement des opérations, le Pentagone a repris la main. RUMSFELD réussit à convaincre GARNER de s'occuper de la période d'après guerre. Pour le secrétaire d'Etat à la Défense, les problèmes seraient d'ordre humanitaire, avec éventuellement la gestion de réfugiés et de victimes d'armes chimiques.

Planifier la reconstruction nécessitait d'y inclure une phase de sécurisation, or dès le départ, le CENTCOM a totalement sous estimé de manière optimiste, voire naïve, la volonté des Irakiens sunnites, soutenant Saddam HUSSEIN, de se soulever. Il a considéré que leur volonté ne tiendrait pas longtemps face à l'absence de soutien et à leur isolement. L'absence de forces de police militaire entraînées à la mission de maintien de l'ordre en est bel et bien la preuve.

Il apparaît clairement que pour CENTCOM cette phase n'est pas de sa responsabilité. Les seules directives concernant le futur seront de ne pas détruire les sites pétroliers, chimiques ou biologiques irakiens.

3. La conduite

a) La réussite de la première phase purement militaire

La campagne militaire s'est finalement bien passée malgré quelques dissensions au sein du commandement sur la stratégie à suivre et l'évaluation de l'adversaire. Le lieutenant-général William WALLACE, commandant du V^{ème} corps d'armée, dont la mission était de prendre Bagdad, a voulu ralentir son avance pour neutraliser les défenses irakiennes sur ses arrières. Il a failli, sans l'intervention de son supérieur, subir les foudres de Tommy FRANKS.

Mais dès les premières résistances de fedayins, surtout dans le sud, où les Américains étaient sensés être accueillis en libérateurs, le haut commandement aurait du prendre très au sérieux ces premiers éléments qui annonçaient une phase de stabilisation délicate.

En fait l'objectif tactique de la prise de Bagdad a aveuglé Tommy FRANKS, qui souhaitait obtenir le plus rapidement possible des succès médiatiques.

b) Sous évaluation de l'importance des émeutes

L'absence de planification d'une phase de stabilisation et des moyens associés s'est traduite par l'immobilisme des Américains lors de la montée en puissance des émeutes. Incapables de s'adapter, ils ont subi en spectateurs la période d'émeutes à Bagdad.

Pour sécuriser un pays aussi grand, au moins 300 000 hommes auraient été nécessaires pour arriver à un niveau équivalent à celui de la Bosnie.

La nature des troupes aurait dû aussi être revue. Les premières unités combattantes auraient du être soutenues par des troupes de police militaire, de contrôle de foule, de maintien et de restauration de la paix, de reconstruction civile.

En l'absence de celle-ci, les Irakiens ont pillés leurs infrastructures. Le saccage de Bagdad et le sabotage d'installations ont non seulement rendu impossibles les prémises de la reconstruction à cause des pénuries d'électricité, d'eau, de médicaments et des vols dans les bâtiments administratifs, mais ont surtout développé une méfiance devant la passivité de l'envahisseur américain.

Politiquement, ces troubles ont fourni l'occasion aux Chiites d'asseoir localement leur autorité, en organisant un minimum d'ordre.

A partir de ce moment, les Américains ont déjà perdu une partie de la guerre.

c) Absence de soutien à l'ORHA¹

CENTCOM ne se sentant pas investi, Tommy FRANKS, pourtant responsable du soutien de l'ORHA, n'a jamais délivré une aide sérieuse à cet organisme dirigé par le général à la retraite GARNER. Ce dernier avait tellement de soucis avec sa propre intendance qu'il lui était radicalement impossible de penser à celle de l'Irak.

Cette absence de soutien démontre, une nouvelle fois, à quel point cette phase a mal été préparée

d) Une initiative laissée à la main des généraux

Les Américains ont ainsi vite découvert que leurs effectifs étaient insuffisants : pour avoir le même taux d'occupation en Irak qu'en Bosnie, il aurait fallu 364 000 hommes. Pour atteindre celui du Kosovo, il en aurait fallu 480 000. Or les troupes de la coalition sont d'environ 160 000 hommes. De plus, les tactiques employées sont souvent contradictoires. Alors qu'une division pratique une approche " britannique ", l'autre procède " à l'israélienne " : destruction de maisons, arrestation des familles, ripostes de l'artillerie aux attaques de mortier etc.

Ainsi, la 101^{ème} Airborne commandée par le Maj. Gen. PETRAEUS, inspiré par les expériences françaises en Indochine et en Algérie, s'est démarquée par son action des autres unités. Convaincu que les stratégies militaires et politiques sont indissociables, PETRAEUS cherche en premier lieu à gagner le cœur et les esprits des Irakiens. Au résultat, cette région resta calme alors que le reste du pays sombrait dans la violence.

A l'opposé, la 4^{ème} division d'infanterie enflamma la partie nord du triangle sunnite, en considérant chaque homme de 16 à 60 ans comme un "bad guy". Cet "a priori" négatif s'est traduit par un rejet de l'autorité américaine par les populations locales, voire par une hostilité activiste.

Cette différence est la résultante de l'absence de planification de la phase IV. Aucune stratégie n'existant, aucune déclinaison opérative n'a été développée.

Il est à noter qu'à compter de 2006, la stratégie de la 101^{ème} a été généralisée à toutes les unités. Le Major Général PETRAEUS a de plus été nommé commandant en chef des troupes

¹ Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance

en Irak le 10 février 2007. Cette adaptation reste bien trop tardive pour espérer réparer 3 années d'erreurs.

Enfin, le sommet de l'OTAN à Riga, fin novembre 2006, a démontré la volonté américaine d'avoir une approche plus globale, c'est-à-dire civilo-militaire, en Afghanistan, attitude sûrement issue directement de l'expérience iraquienne.

4. La soumission au pouvoir politique

En réalité, la stratégie choisie initialement a été largement imposée par les civils qui tiennent le haut du pavé au Pentagone, et ne jurent que par la high-tech, les bombardements ciblés, les opérations spéciales.

Quand apparaissent les limites de cette stratégie, à savoir le nombre insuffisant de troupes au sol pour assurer la sécurité, Tommy FRANKS ne peut donc en être tenu personnellement responsable. Il est maintenu à son poste, d'autant que Donald RUMSFELD, le secrétaire à la défense, apprécie les qualités de ce technicien qui ne cherche nullement à monter sur ses plates-bandes et à briller devant la presse. Mais cet homme "*intelligent, rapide et qui connaît son métier*", comme le dit RUMSFELD, ne se laisse tout de même pas faire sans résistance. D'autant que, dans le système américain, en tant que commandant d'opérations, il rend des comptes directement au président, sans même passer par le chef d'état-major des armées.

Toutefois on ne peut s'empêcher de penser que s'il était convaincu de son bon droit FRANKS se serait battu pour obtenir plus de troupes.

C. Les erreurs du " Secrétariat à la Défense " et du pouvoir politique

CENTCOM a des responsabilités indéniables dans cet échec comme l'a démontré la partie précédente, mais le pouvoir politique a sûrement la plus grande responsabilité. Il n'a pas été capable devant l'enjeu de canaliser toute la puissance de la nation américaine pour faire de l'Irak une grande démocratie.

Les querelles personnelles, l'absence de débat contradictoire, l'absence de véritable stratégie

politico-militaire et l'aveuglement des leaders face aux événements sont les éléments fondateurs de l'échec.

Le "11 Septembre" permet de justifier toute politique sans qu'il soit possible médiatiquement de s'y opposer.

1. Bataille inter agence et bataille idéologique

En janvier 2003, le président BUSH décidait de confier au Pentagone l'autorité sur l'Irak de l'après-Saddam. Le modèle adopté était celui du général MAC-ARTHUR au Japon, plutôt que celui des mandats des Nations unies dans les Balkans.

Le département d'Etat n'a pas été entendu. Il avait, pourtant, mieux anticipé que le Pentagone l'état des infrastructures en Irak par exemple, et les difficultés qui en résulteraient.

a) POWELL contre RUMSFELD, le "clash des titans "

RUMSFELD et son équipe de civils néoconservateurs au Pentagone sont en faveur d'une approche activiste et souvent unilatéraliste pour faire avancer les intérêts américains à l'étranger. De son côté, le camp POWELL voit le monde à travers un prisme d'intérêts qui s'emboîtent et qui ont besoin d'être protégés par des alliances et une stabilité. Ce sont deux visions du monde qui s'opposent, l'une proactive et militaire, l'autre diplomatique et consensuelle.

Ce débat interne au gouvernement ne permet hélas pas d'établir une stratégie alternative à celle des néoconservateurs. Pire, cette opposition renforce la volonté de RUMSFELD de ne pas collaborer avec le Département d'Etat, pourtant nettement plus préparé à la phase de reconstruction, et ceci à seule fin de démontrer la pertinence de ses choix et de l'idéologie néoconservatrice.

POWELL, ancien militaire et chef d'état-major interarmées, va céder pour ne pas rajouter à l'erreur idéologique de son camp politique, une division du pouvoir.

b) Une structure nouvelle pour la reconstruction

FRANKS détient l'autorité militaire et civile. GARNER, un "*RUMSFELD's guy*", est chargé des opérations humanitaires et de la reconstruction. Cette organisation, représentative d'une nouvelle victoire de RUMSFELD sur le Département d'Etat, sera naturellement néfaste à la

reconstruction de l'Irak.

(1) Une expérience du Département d'Etat (Agency for International Development)

L'organisation standard pour ce genre de crise a largement été éprouvée en Haïti, en Bosnie et au Kosovo. La responsabilité en revient normalement au Département d'Etat et à l'Agence pour le développement international (U.S. Department of State et U.S. Agency for International Development) qui cosignent un plan stratégique (cf. http://www.usaid.gov/policy/budget/state_usaid_strat_plan.pdf).

L'organisation mise en place en Irak est complètement innovante, elle ne repose sur aucune structure existante et ne bénéficie d'aucune expérience.

En clair, il est difficile de faire mieux pour aller dans le mur.

(2) Impossibilité pour l'ORHA de s'entourer des experts du "State Department" qui avait travaillé sur la reconstruction

RUMSFELD ne s'arrêta pas à cette seule décision, il s'assurera avec brio, mais sans le savoir, qu'il avait effectivement tout mis en œuvre pour que l'ORHA échoue. Pour cela, il imposa à GARNER d'ignorer les éléments du Département d'Etat sur "*the Future of Iraq Project*" : un an de travail d'experts souvent arabisants sur la reconstruction de l'Irak simplement ignoré. Il est fort probable que RUMSFELD se méfiait des personnels du Département d'Etat qui ne l'appréciaient pas. Certains spécialistes pensaient, de surcroît, que tester sur l'Irak l'établissement d'une démocratie arabe, ne correspondait pas à la nature politique de ce pays.

c) La "débaasification"

Deux des premières décisions prises par l'administrateur américain nommé en mai 2003 par le président BUSH, Paul BREMER, ont été d'une part de limoger les hauts cadres de l'administration anciennement du parti Baas, d'autre part de démobiliser l'armée irakienne. Ces décisions ont eu pour effet de renvoyer chez eux, privés de ressources, quelque 300 000 hommes qui n'étaient plus disponibles pour des tâches de sécurité, mais qui le devenaient, en revanche, pour les opérations de guérilla menées par les partisans du régime déchu. En outre, l'administration ne fonctionnait plus.

La question est pourquoi de telles décisions?

L'idéologie, la peur de voir revenir le parti Baas au pouvoir ou de le voir développer une

insurrection. Ces hypothèses ne reposaient bien évidemment sur aucun fait et n'étaient que pure spéculation. Il est fort probable que BREMER se soit fait manipuler par CHALABI qui ne souhaitait pas voir de baasistes à des postes importants. Cette décision a surpris pratiquement tous les acteurs de la reconstruction, dont CENTCOM qui comptait s'appuyer sur l'armée irakienne pour rétablir l'ordre.

L'appel du Premier ministre irakien AL-MALIKI, fin décembre 2006, qui a invité les officiers du régime de Saddam HUSSEIN à se joindre à la nouvelle armée, et demandé une réévaluation de l'interdiction contre les membres de l'ancien parti Baas du dictateur, est hélas une preuve que cette décision de BREMER fût une de ses plus grosses erreurs et démontre un grand amateurisme.

2. Une démocratie en faillite ?

L'absence de réels contre-pouvoirs fait partie du wagon d'explications du résultat de cette entreprise irakienne par les Américains.

Le fonctionnement d'une démocratie repose sur une alchimie savante entre les pouvoirs, ces équilibres sont l'assurance du débat contradictoire et de la réflexion. Pourtant, en cette période post "11 septembre", la démocratie aux USA est en faillite.

a) Un chèque en blanc

Oser remettre en question la logique qui anime la dynamique de guerre contre l'Irak était impossible fin 2002. Le général ZINNI, ancien chef du commandement central, a même été accusé de trahison pour ne pas afficher une ferveur naïve pour cette entreprise. A titre d'exemple, ZINNI avait lui même évoqué le cas d'un général des Marines qui, à l'époque de la guerre du Vietnam, avait été catalogué comme traître pour avoir critiqué la stratégie de guerre.

Pire, les institutions n'ont pas fonctionné. Lors de l'audition de FEITH, Secrétaire adjoint à la Défense, par la commission du sénat pour les relations extérieures sur les préparatifs de la guerre en Irak, beaucoup de questions sont restées sans réponse : Combien de troupes sont nécessaires? Combien la guerre va coûter ? Quels pays vont nous soutenir ?

C'est avec ces éléments, sans réelle preuve de la présence d'armes de destruction massive, sans aucune vision du déroulement des opérations, que la plus grande démocratie mondiale a

lancé une guerre contre un pays, une culture, une région qu'elle ne connaissait pas.

Il est certain que l'influence des idéologues néoconservateurs au pouvoir, tel que WOLFOWITZ, et l'impossibilité de mener une réflexion sur le sujet dans le contexte du "11 septembre", est l'explication majeure à la mise en œuvre de cette entreprise désastreuse.

b) Démocratie contre terrorisme

La guerre contre le terrorisme "war on terrorism" est à la base de la stratégie militaire américaine (National Military Strategy). Pourtant, cette erreur sémantique démontre l'incompréhension des Américains face à ce fléau. Le terrorisme n'est pas une entité politique, culturelle, religieuse ou autre. Le terrorisme est une arme. Que penser d'une guerre contre les chars ou les avions ? La difficulté est de personnaliser, d'identifier l'ennemi. Saddam HUSSEIN, en revanche, était une proie facile, car identifiable et trouvable à la différence de BEN LADEN.

Mais cette difficulté à se battre contre un ennemi difficile à matérialiser politiquement est néfaste pour lutter efficacement contre ces organisations qui veulent simplement déstabiliser les pouvoirs en place et renforcer le leur.

En effet, plus que des militaires, ce sont des analystes financiers ou des banquiers qui peuvent asphyxier les terroristes en gelant leurs fonds. Plus que des militaires, ce sont des ONG ou des aides économiques qui peuvent mettre à mal ces organisations qui se nourrissent de la misère humaine. Plus que l'option militaire, c'est une réelle volonté politique, sans arrières pensées, qui peut établir la sécurité dans un pays. Ainsi en Bosnie, au Kosovo, même si rien n'est terminé, le choc des civilisations, souhaités par les simplificateurs, n'a pas eu lieu.

La Démocratie ne se bat pas contre le terrorisme, elle se bat contre elle-même. Sa force est dans le débat, dans l'appréhension de l'ensemble de la problématique, dans l'écoute de tous les acteurs.

Une Démocratie, qui a perdu son âme, ne peut lutter efficacement contre les organisations terroristes.

3. La surprise de l'échec

L'échec est souvent difficile à admettre, mais il est nécessaire pour continuer à avancer et faire face à la réalité telle qu'elle est et non telle qu'elle est rêvée. La surprise fût telle pour les

néoconservateurs, que cette phase de reconnaissance de l'échec a duré plusieurs années durant lesquelles le terrorisme a pu se développer.

a) La faillite de la stratégie néoconservatrice

La mégalomanie des néoconservateurs a conduit à la faillite de la stratégie américaine. En effet, leur stratégie s'est réduite à leur idéologie, garante avec certitude du succès de leur entreprise. Si bien que la stratégie néoconservatrice est tout simplement l'absence de stratégie.

Voici un extrait d'une interview de Dick CHENEY, le vice président: *" La lecture que nous avons du peuple irakien est qu'il n'y a aucun doute : ils veulent être débarrassés de Saddam HUSSEIN et ils accueilleront les Etats-Unis en libérateurs "*, déclare-t-il, le 16 mars 2003, quatre jours avant le début de la guerre, sur NBC. *" Et si vous vous trompez ?"*, lui demande Tim RUSSERT, présentateur de la célèbre émission politique *"Meet the Press"*. *"Et si nous sommes accueillis en conquérants ? S'ils résistent, particulièrement à Bagdad, pensez-vous que les Américains soient prêts à soutenir une bataille longue et sanglante, avec des pertes ?"* M. Cheney n'en démord pas : *" Je ne crois pas vraisemblable que les choses tournent de cette façon, parce que je crois réellement que nous serons accueillis en libérateurs. "*

Trois semaines plus tôt, Paul WOLFOWITZ, le numéro deux du Pentagone, avait raconté sur la chaîne ABC sa visite à Dearborn (Michigan), bastion des exilés irakiens aux Etats-Unis, le 23 février : *" Trois cents ou quatre cents Irako-Américains qui ont de la famille là-bas, avec les drapeaux de l'ancien Irak et celui des Etats-Unis, et une banderole disant : "Au coude à coude pour libérer et construire un nouvel Irak". Il est difficile de décrire l'impatience qu'ont les Irakiens d'être débarrassés de ce tyran. "* Interrogé sur le coût d'une intervention en Irak, Paul WOLFOWITZ répondait : *" Si nous devons occuper l'Irak pendant des années, comme certains le suggèrent stupidement, cela coûtera une certaine somme. Si, réellement, comme le disent les Irako-Américains de Dearborn, nous sommes accueillis comme des libérateurs, c'est très différent, et le coût sera bien moindre. Nous ne savons pas réellement ce que cela coûtera. C'est regrettable, mais c'est ainsi. "*

Mais à la grande surprise des néoconservateurs, l'Irak n'était pas la France de 1944.

b) L'aveuglement idéologique

Cet aveuglement idéologique aura pour suite logique de nier tout élément qui démontre l'échec de la stratégie néoconservatrice et par conséquent de faire perdurer les Américains

dans leur erreur au lieu de corriger immédiatement le tir, ce qui aurait sûrement permis de limiter grandement les conséquences négatives de l'invasion américaine.

L'incapacité à reconnaître l'existence d'une insurrection est une des meilleures preuves de cet entêtement. Il aurait fallu envoyer immédiatement plus de troupes pour stabiliser le pays, mais le choix initial de RUMSFELD de limiter l'empreinte au sol contrecarrait cette hypothèse. Pire la montée de l'insurrection était la preuve que la reconstruction était en marche et poussait les insurgés à agir désespérément en lançant toutes leurs forces dans le terrorisme. Tous les mauvais indicateurs étaient retournés et considérés comme une preuve irréfutable du succès.

Cet aveuglement, poussé à l'extrême, démontre malgré tout un certain amateurisme dû à un manque flagrant de préparation.

4. Absence de subsidiarité : le micro management de RUMSFELD le mégalomane

Le récent limogeage de RUMSFELD à la fin 2006 suite aux élections des deux chambres démontre que la plus grande responsabilité lui revient a priori.

En effet, lors de l'élaboration du plan d'invasion de l'Irak, il avait deux seuls objectifs : démontrer l'efficacité des bombardements de précision et faire la guerre la plus économique. Il voulait sûrement prouver aux militaires l'intérêt de la stratégie de transformation et comment celle-ci se conduit en parallèle des opérations. Pour lui, le succès des opérations ne faisait aucun doute. Ainsi toutes les tentatives du haut commandement pour mener la campagne conformément aux règles en vigueur ont été vaines. Au lieu des 400 000 soldats demandés, seul 1/3 fût accordé. La micro management fût aussi de la partie, sûr de sa science, RUMSFELD et son cercle de conseillers civils décidèrent de nombreux points dans le détail, particulièrement en matière de logistique.

Voici deux citations parmi d'autres de généraux à la retraite qui vont dans ce sens.

Le général Paul EATON, qui dirigea l'entraînement des troupes irakiennes jusqu'en 2004, accuse son ancien patron de s'être "*montré personnellement incompétent, sur les plans*

stratégique, opérationnel et tactique. [...] RUMSFELD a mis le Pentagone à la merci de son ego, de sa vision du monde héritée de la guerre froide et de sa confiance irréaliste dans la technologie".

Le général Gregory NEWBOLD, directeur des opérations à l'état-major de 2000 à 2002, écrit "*Ses erreurs comprennent : la distorsion des renseignements dans la préparation de la guerre, un micro-management qui a empêché nos troupes d'avoir assez de ressources pour accomplir leur mission [...] le déni initial de l'insurrection [...], l'aliénation des alliés [...]*". Il a dénoncé "*la désinvolture et l'arrogance*" de RUMSFELD.

Cette emprise sur le pouvoir militaire, qui n'a pu exercer son art librement, renforce la responsabilité de RUMSFELD et de son entourage dans l'échec de la guerre en Irak.

D. L'avenir de l'Irak

Le rapport sur un éventuel changement de stratégie en Irak estime qu'il n'y a pas de "*formule magique*" pour résoudre le conflit irakien, mais préconise une nouvelle diplomatie qui permette de "*commencer un retrait*" des troupes américaines, a annoncé la Maison Blanche.

Le rapport de James BAKER n'est donc pas optimiste sur l'avenir de l'Irak. La guerre civile frappe à la porte et l'envoi de troupes risque de n'être qu'un palliatif temporaire.

Il y a donc fort à parier que les Américains se retireront bien avant que la situation soit assainie. L'impact, sur les équilibres géopolitiques de ce probable futur retrait et de ce semi échec, sera sûrement important, mais dépasse largement le cadre d'étude de ce document.

1. Le risque de guerre civile

Outre les éléments cités supra, le groupe d'études sur l'Irak considère que la situation se détériore de jour en jour et que le "*glissement vers le chaos*", entraînant une chute du gouvernement irakien et une catastrophe humanitaire, n'est pas écartée.

Le rapport recommande également au président américain de menacer le gouvernement irakien de perdre le soutien "*politique, militaire et économique*" des Etats-Unis s'il ne fait pas des progrès substantiels en termes de sécurité et de réconciliation nationale.

Ces recommandations semblent donc contradictoires pour soutenir le gouvernement et le

placer devant ses responsabilités.

Mais, le rapport laisse clairement entendre que les acteurs chiites actuellement au pouvoir en Irak n'ont pas forcément intérêt à favoriser la stabilité, leurs intérêts résidant dans l'élimination des insurgés sunnites uniquement, or les Américains veulent aussi mettre au pas les milices chiites et stopper les escadrons de la mort de cette confession.

Enfin, la police irakienne est largement infiltrée par un certain nombre de milices chiites, en particulier celle de MOQTADA AL-SADR. Donc elle est autant partie du problème, que partie de la solution pour rétablir l'ordre et cela va naturellement beaucoup dépendre de l'attitude du gouvernement chiite.

L'expérience du Vietnam et l'abandon au gouvernement sud vietnamien de toutes les responsabilités militent donc pour ne pas rééditer la situation.

Enfin, il n'est pas certain qu'une guerre civile ouverte soit évitable de toute façon, mais il est sûr qu'à court terme un retrait américain précipiterait la guerre civile. En effet, à tort ou à raison, les Sunnites se perçoivent comme l'élite du pays, qui a su à la fois promouvoir la modernisation de l'Irak à une certaine époque et son unité nationale, entre autre face à l'Iran. En sens inverse, les Chiites, objectivement et subjectivement, ont toujours constitué une minorité (en fait majoritaire) opprimée, qui entend conserver le pouvoir qu'elle a acquis pour la première fois. Autrement dit, il faudrait des concessions réciproques importantes pour que les deux communautés puissent trouver un accord. Or ces concessions risquent d'apparaître comme inacceptables à l'intérieur même de ces deux communautés pour un certain nombre d'acteurs et de partis politiques, d'où le risque important de guerre civile.

2. Le rôle des puissances régionales

La Syrie et l'Iran n'ont sûrement aucun intérêt à voir se développer à leur frontière une sorte de zone grise laissée à la main des terroristes. Pour autant ces puissances, particulièrement l'Iran, qui fait partie de l'axe du Mal, ne sont pas les plus grands amis des USA. Ces derniers se retrouvent donc dans une situation embarrassante car ils ont les mêmes aspirations que leurs pires ennemis.

Il est donc envisageable qu'à plus ou moins long terme et de manière plus ou moins ouverte, les liens avec ces deux états devraient se renforcer afin que ceux-ci prennent une part de plus en plus active dans la stabilisation de la région.

Ce changement dans la politique américaine au Proche Orient devrait impacter les relations avec Israël en lui imposant de ne pas rajouter d'huile sur le feu et en recherchant une solution au conflit avec les palestiniens.

Toutefois une des règles de base, c'est bien entendu d'éviter de négocier en position de faiblesse. Le rapprochement aura donc lieu une fois que la stabilisation sera effective.

3. L'envoi de 20 000 hommes supplémentaires

A court terme, il apparaît en effet très difficile de laisser la situation continuer à se détériorer. Les 130 000 hommes présents en Irak ne sont pas constitués en majorité de troupes de combat, de troupes de première ligne, mais d'unités de soutien. Or, apparemment, les cinq brigades, ont été envoyées, sont des brigades de combat. Donc à Bagdad, cela peut faire, au moins temporairement, une différence.

Maintenant, à plus long terme, le problème, c'est qu'une stratégie de contre-insurrection suppose des efforts sur la durée. Un effort ponctuel sur quelques mois ne suffit pas à améliorer la situation. Il faut l'inscrire sur plusieurs années, or cette hypothèse est peu probable au regard des premiers discours démocrates en vue de la future campagne présidentielle de 2008 aux USA.

Ce probable retrait aura bien évidemment un impact sur les équilibres géopolitiques, puisqu'il sera établi expérimentalement, que la super puissance n'est pas capable d'imposer sa volonté et d'établir l'ordre mondial qu'elle souhaite.

III.L'Irak, un nouveau Vietnam ou l'incapacité politique américaine à résoudre une situation complexe?

Oui, l'Irak est un nouveau Vietnam, les raisons politico-stratégiques, certes ne sont pas les mêmes, mais le cœur est identique et réside dans l'action politique. C'est ainsi que Bertrand BADIE, professeur à Sciences-Po, l'explique : [...] *Il reste cependant trois éléments de similitude : d'abord, la méfiance, voire l'hostilité, de la quasi-totalité de la communauté internationale, mêlée à l'embarras des alliés les plus fidèles ; deuxièmement, on retrouve le*

même réflexe de la grande puissance blessée, jouant sur les mêmes deux tableaux : la surenchère militaire et la volonté politique presque désespérée de se décharger sur le gouvernement client, ce qui conduit Washington à parler aujourd'hui d'irakisation comme on parlait hier de vietnamisation ; enfin, on voit monter, probablement pour ces deux raisons, le même scepticisme au sein de l'opinion publique américaine, [...].

En outre c'est la volonté politique, idéologique et messianique qui reste le moteur de ces deux guerres, au Vietnam pour tester la politique de "containment" contre le communisme, en Irak pour tester la politique prônée par les néoconservateurs comme étudié supra.

Mais une politique n'est pas suffisante, il faut une stratégie, or dans ces deux cas, le réflexe est plus fort que la réflexion, la stratégie est définie après coup, elle est suivieuse, ce qui est caractéristique de la non gestion de la complexité de la crise, car le résultat des actions n'est pas maîtrisé et mesurable par rapport à un objectif.

Les sources de cette incapacité sont à la fois l'unilatéralisme actuel et le messianisme éternel qui aveuglent les politiques américains.

A. Notion de complexité (cf. annexe 2 : article personnel de la tribune sur ce thème)

Les crises ou les conflits doivent se gérer dans un environnement complexe et les méthodes de résolution sont par essence non déterministes. Les stratégies politico-militaires élaborées pour les régler nécessitent d'appréhender la problématique dans toutes ses dimensions politique, militaire mais aussi diplomatique, économique, juridique, éthique, culturelle, sociale, voire humanitaire et médiatique. L'ignorance d'un seul de ces domaines peut conduire à une erreur majeure, qui ne fera qu'accroître la complexité.

Pour minimiser la complexité de la crise à résoudre, il faut savoir mettre en œuvre une stratégie reposant sur des actions déterministes qui limitent le temps des opérations ainsi que les espaces où elles sont menées et qui assure la maîtrise des pouvoirs locaux. L'efficacité de ces actions devra être maximisée en vue de l'état final recherché.

Sans être garante du succès, la volonté de créativité pluridisciplinaire s'appuyant sur une forte

communication interne donnant cohérence à une stratégie générale, maximisera les chances de réussite et évitera les erreurs les plus fréquentes.

1. Qu'est-ce que la complexité ?

La complexité sera élevée pour les problèmes pour lesquels il est impossible d'évaluer la pertinence de la méthode de résolution. Seule l'expérience permettra, a posteriori, de s'accorder sur l'efficacité de celle-ci. Ainsi il n'existe aucune stratégie déterministe permettant d'atteindre l'état final recherché.

Appliquer à l'espace des conflits, la complexité se caractérise par le temps nécessaire pour aboutir à l'état final recherché; par l'espace où se déroulent des opérations (politique, diplomatique, militaire, juridique, éthique, culturel, social, médiatique, humanitaire, ...); par l'adversaire modélisé par le nombre d' EVN (Elément de Valeur National ", englobant selon le Major BORLOW : capacité de décision, industrie, forces armées, population, transports, communications et alliances).

2. Les stratégies divergentes

Elles sont directement liées à la nature du pouvoir (faible, fort, démocratique et stable) auquel revient la responsabilité d'élaborer la stratégie.

a) Un principe paralysant

Les pouvoirs faibles vont rester paralyser et éviter de prendre toute décision dont les conséquences ne sont pas clairement identifiées. Ainsi, le fameux principe de précaution est de rigueur, on ne fait rien car le déterminisme de la stratégie n'est pas assuré.

Cette non décision se contente parfois d'un choix implicite, satisfaisant tout le monde. Ainsi la ligne Maginot a été considérée comme l'assurance qu'aucune campagne allemande ne pouvait réussir. Le gouvernement se déresponsabilise et satisfait le peuple français pacifiste. Or c'est une décision absurde, elle limite la stratégie, dans un problème complexe, à l'inaction.

b) Surévaluation des capacités

L'erreur qui caractérise un pouvoir fort, contraint de réagir rapidement pour démontrer sa force, est de confondre vitesse et précipitation. Le centre de décision, surévaluant ses capacités, ne s'accorde pas le temps nécessaire à l'analyse de la complexité du problème.

Ainsi Alexis Suchet dans son livre "Napoléon et le Management"², fait l'analyse suivante : "Son obsession de la performance explique pourquoi ses prédictions ne sont plus des diagnostics réfléchis, mais des phénomènes d'autosuggestion... Plus angoissé par la médiocrité de l'inaction, que par le risque d'échec...". Napoléon avait pourtant bien conscience que "la guerre était une loterie".

Il ne faut donc pas confondre réflexe et réflexion, lorsque le problème est complexe.

c) La stratégie des petits pas

Enfin un pouvoir tel que celui exercé par les démocraties actuelles peut être amené par ses actions à renforcer la complexité du problème plutôt qu'à le résoudre.

Ainsi la complexité du problème et la difficulté de trouver une bonne solution pour atteindre l'objectif, poussent certains à avancer pas à pas. A tout moment, cette démarche risque d'augmenter la complexité. Pour tester l'adversaire on multiplie le nombre d'actions qui sont par essence non déterministes puisque le résultat est une information attendue pour définir d'autres actions. La stratégie suivie n'est donc pas sous contrôle, le résultat est incertain.

Lors de la crise du Kosovo, il a fallu tout l'esprit de persuasion des chefs militaires et l'expérience de la guerre du Vietnam pour éviter que les responsables politiques tombent dans cet écueil connu sous la dénomination de rationalité limitée³ et incrémentalisme disjoint⁴.

Il est donc assez simple d'identifier une stratégie divergente, garante de l'échec.

B. Un échec prévisible

Un échec américain en Irak était prévisible pour trois raisons principales liées à la mauvaise gestion de la complexité. Tout d'abord, les erreurs militaires et/ou politiques ont augmenté la

² Alexis Suchet, "Napoléon et le management", page 164, Tallandier 2004.

³ La rationalité limitée provient de l'incapacité des individus à traiter l'ensemble des informations en provenance de leur environnement.

(Cf. http://www.grjm.net/documents/claude_parthenay/Parthenay_Simon.pdf)

⁴ "La puissance aérienne, employée de manière graduelle dans le cadre de la diplomatie coercitive, permet aux décideurs de découvrir progressivement des informations nouvelles sur leurs adversaires, sur leurs alliés, voire sur eux-mêmes, de préciser leurs préférences, à la fois leurs objectifs politiques et les missions des forces armées, et de les rendre progressivement plus cohérentes. Mais le décideur subit les événements qui peuvent s'emballer.

(Cf. <http://www.conflicts.org/document395.html>)

complexité de la crise. Ensuite, les structures étatiques ont favorisé une approche partielle de la problématique. Enfin l'idéologie néoconservatrice, appliquée par le pouvoir, n'a pas permis de remise en cause en cas d'erreurs stratégiques majeures.

1. L'augmentation de la complexité (erreurs militaires et politiques)

La complexité d'une crise réside en partie dans la multiplicité des dimensions dans lesquelles elle se développe : militaire, politique, économique, médiatique, culturelle, juridique, etc... Elle se traduit par une difficulté à établir une stratégie et une planification qui tient compte de tous ces domaines. Il va de soit que la crise sera d'autant plus facile à résoudre que cette complexité sera maîtrisée. Toutefois la stratégie américaine a exactement permis l'inverse, la crise s'est complexifiée jusqu'à devenir insoluble.

a) Le refus de la complexité

Avant de s'assurer de ne pas multiplier la complexité de la tâche à accomplir, l'acceptation de sa complexité est naturellement axiomatique. L'attitude américaine démontre hélas le refus d'appréhender cet aspect.

(1) Sous estimation des risques,

Malgré l'insistance de nombreuses personnalités, telles que John WARDEN, sur les risques encourus sur la phase de reconstruction, l'optimisme béat, dont a fait preuve l'administration BUSH, laisse sans voix. Un expert de la puissance aérienne, Daniel KUEHL, professeur à la National Défense University, prévoyait déjà que la campagne militaire prendrait quelques semaines, mais que la reconstruction prendrait des années, rappelant en référence l'histoire américaine et la longue reconstruction (1865-1876) qui avait suivie la guerre de sécession.

(2) Aveuglement du plus fort,

L'aveuglement est général aussi bien au niveau politique que militaire. L'objectif privilégié reste la chute du régime. Ainsi, les présentations de CENTCOM sur l'après guerre sont particulièrement peu précises. La seule attention prêtée à la province d'Al Anbar, dont la ville de Fallujah fait partie, résidait dans l'éventualité d'y retrouver des missiles Scuds menaçant Israël. Cette partie sunnite de l'Irak était sensée tomber simplement grâce à la nature fataliste de ces habitants. Seuls quelques uns auraient la mauvaise idée de se soulever, mais sans aucun soutien, leur entreprise ne pourrait pas s'inscrire dans la durée. Or, la suite des opérations et l'importance des moyens déployés à la fin 2004 pour reconquérir la ville lors de la "seconde bataille de Falludjah" ont démontré à quel point cette perception était fausse.

b) Des actions hasardeuses

Comme rappelé dans l'article en annexe 2, le déterminisme des actions est essentiel pour ne pas augmenter la complexité. Son effet doit être le plus certain possible et mesurable, dans le cas contraire le résultat de cette action peut très bien jouer en la défaveur de celui qui la met en œuvre.

La "débaasification" en est un très bon exemple. BREMER a dissout le parti par idéologie sans véritablement mesurer l'effet dévastateur sur l'administration en place qui est devenue beaucoup moins efficace. L'objectif initial est de s'assurer que l'état iraquien n'était pas noyauté par des anciens du parti Baas, capables éventuellement de nuire à la reconstruction, or l'effet de protéger l'appareil de l'état iraquien est tel qu'il a détruit l'appareil. L'effet n'est donc pas maîtrisé.

c) Un tempo non maîtrisé

Naturellement, comme le présente John BOYD, la boucle OODA (Observation, Orientation, Décision, Action) doit être plus rapide que celle de l'ennemi. Cette maîtrise du temps permet de mener des actions dont le résultat est rapidement visible, mesurable, ce qui favorise leur déterminisme, c'est-à-dire la certitude de leurs impacts sur la campagne. Pourtant, autant la campagne militaire a parfaitement été maîtrisée au niveau temporel, autant l'après campagne ne l'a pas été.

Par exemple, le pillage des édifices publiques, bien qu'observé, n'a fait l'objet d'aucune action de la part du commandement américain, totalement dépourvu. La boucle OODA américaine s'est arrêtée, les pillages étant considérés hors du champ de l'action de l'armée. Sans le savoir, celle de l'adversaire à l'inverse s'est accélérée en créant un chaos propice au terrorisme.

d) La multiplication des espaces de combats

Les espaces de combats se sont donc multipliés. En effet moins le temps est maîtrisé, plus la crise se développe dans des espaces au départ non concernés. Ainsi la complexité s'en trouve accrue.

Alors que les premières frappes visaient à éviter de détruire le potentiel économique de l'Irak en vue de la reconstruction, les pillages se sont traduits par des difficultés de plus en plus grandes pour assurer la production d'électricité ou d'eau. La crise purement militaire devient économique, sociale.

Dans le même registre, les troupes américaines, non respectueuses de la culture musulmane, se mettent à dos la population civile, la crise devient culturelle et favorise la logique de choc

de civilisation identifiée par Samuel HUNTINGTON.

Cette multiplication des espaces de combat a frappé aussi la population américaine et la politique. Le président BUSH s'est vu contraint de se battre sur la nouvelle ligne de front de l'opinion publique, jusqu'à devoir limoger RUMSFELD.

Bien évidemment, la faiblesse américaine en Irak s'est traduite par un renouveau des forces rebelles en Afghanistan, une explosion nucléaire en Corée du Nord ou une volonté iranienne infaillible pour se doter de la capacité nucléaire, ce qui ne peut encore une fois que complexifier l'ensemble de la problématique liée à la guerre contre le terrorisme et aux états voyous. La crise se développe dans l'espace des relations internationales et de la politique extérieure.

e) La génération de pouvoirs opposés

Enfin, la maîtrise des entités de valeurs nationales (capacité de décision, industrie, forces armées, population, transports, communications et alliances) est essentielle pour diminuer la complexité.

Tout le contraire a été fait, les deux erreurs principales dans ce domaine étant la "débaasification" et la dissolution de l'armée.

Ainsi les membres de ces deux grandes organisations auraient pu se rallier et donc renforcer le pouvoir des Américains au niveau de leur capacité de décision et surtout de sa mise en oeuvre. Au contraire, leur dissolution a poussé leurs membres à créer de nouvelles EVN ennemies, plus petites et moins contrôlables, comme des milices ou autres groupes terroristes.

Les Américains ont ainsi basculé dans la petite guerre (contre-guérilla) comme l'a appelé CLAUSSWITZ.

2. Une approche partielle (erreurs politiques)

Ces erreurs, tant de CENTCOM que du pouvoir politique, reposent en grande partie sur la structure étatique qui favorise une approche partielle de la crise. Cette approche partielle ne permet pas d'embrasser le problème dans toute sa complexité d'où la génération d'erreurs citées supra favorisant la complexification de la crise.

a) Le tout militaire

BUSH a consulté, le 21 octobre 2006, ses généraux sur la réponse à apporter à l'alarmante dégradation de la situation en Irak. Cette réunion rassemblait les acteurs suivants : le général George CASEY, commandant de la force multinationale en Irak, le général John ABIZOID,

commandant des forces américaines dans la région, le général Peter PACE, chef d'état-major des armées, le secrétaire à la défense Donald RUMSFELD, le vice-président Dick CHENEY, l'ambassadeur américain à Bagdad, Zalmay KHALILZAD, le conseiller du président à la sécurité nationale, Stephen HADLEY et son chef de cabinet Josh BOLTEN.

Les membres "opérationnels" de cette réunion sont des militaires. Ce constat, 3 ans après le début de la guerre, démontre à quel point les militaires ont une place centrale. Certes l'ambassadeur en Irak est présent, mais celui-ci dépend directement du président, il ne représente en rien le Département d'Etat.

Cette organisation ne favorise pas une vision pluridisciplinaire de la problématique gage d'une bonne appréhension de la complexité de la réalité.

La vision purement militaire tend à faire penser que la solution est uniquement militaire. L'envoi de nouvelles troupes en janvier 2007 traduit encore cet aspect.

b) L'absence de transdisciplinarité et de subsidiarité

Le corollaire de ce "tout militaire" est l'incapacité à travailler en inter-agence, gage d'efficacité, et à donner à l'action de l'Etat une cohérence.

Aucun membre du Département d'Etat n'a vraiment pu avoir sa part dans la reconstruction, non pas parce que ce n'était pas possible ou prévu, mais parce que la volonté de RUMSFELD et de sa bande était ailleurs et que le pouvoir du Département à la Défense est nettement supérieur aux autres.

En outre, le fait que le président soit directement relié aux ambassadeurs sans passer par le département d'Etat ne favorise pas les décisions déconcentrées et demandent au président d'être capable à lui seul de prendre tous les aspects en compte sans s'appuyer sur une vision plus experte. Pour y arriver, il faudrait s'appeler NAPOLEON et encore.

c) La culture américaine

Enfin, la guerre en Irak n'est pas un cas d'espèce, la gestion des conséquences du cyclone Katrina, en août 2005, et des inondations qui ont suivi a aussi démontré cette incapacité des agences à travailler entre elles. Les moyens militaires n'ont pratiquement pas été utilisés pour sauver les citoyens américains.

Mais pire, les opérations de sauvetages des policiers ont été interrompus pour qu'ils s'occupent en priorité des pillages. Voici les paroles du gouverneur Kathleen BLANCO qui permet de d'appréhender l'esprit des autorités : *"300 soldats de la garde nationale viennent juste de rentrer d'Irak. Ils ont une certaine expérience des combats. Ils rétabliront l'ordre dans les*

rues. Ils ont des M-16 prêts à tirer. Ces troupes savent comment tirer et tuer et sont plus que jamais prêtes à le faire ".

Ainsi, certains Américains disposent naturellement d'une grande faculté à ne pas être en phase avec la réalité et surtout à voir plus facilement le " *bad guy* " qui habite chaque individu plutôt que le " *good guy* ".

3. L'incapacité idéologique du pouvoir à reconnaître ses erreurs (erreurs politiques)

L'idéologie néoconservatrice, démontrant la valeur universelle du modèle démocratique américain, ne peut que pousser à l'unilatéralisme car, elle s'oppose à toute politique consensuelle reposant sur une "*realpolitik*". Cette idéologie est le moteur décisionnel de la plupart des conseillers du président.

Elle se traduit aussi par un interventionnisme accru pour lutter contre les tyrannies par nature expansionniste. Ainsi, pour les néoconservateurs, il existe des bons et des mauvais régimes ; la réflexion politique ne doit pas se priver de porter des jugements de valeur et les bons régimes ont le droit, voire le devoir de se défendre contre les mauvais.

Cette volonté messianique, s'accommode assez facilement avec la culture américaine, peuple élu qui doit propager son modèle au reste du monde.

Assurés de leur bon droit, aveuglés par leur idéologie, les néoconservateurs proches du pouvoir ont voulu démontré en Irak la validité de leur thèse, à savoir instaurer de manière proactive la démocratie dans un "*rogue state*". Hélas, une idéologie ne permet pas de gagner une guerre. Elle permet encore moins de conserver son juge arbitre et de s'adapter à la réalité du terrain.

Ainsi, la phrase de WOLFOWITZ " *You know, confidence is part of winning* " résume toute l'attitude contre productive du néoconservatisme appliqué.

Le pouvoir, idéaliste-optimiste, ne peut pas détecter ses erreurs, son unilatéralisme l'empêche d'écouter des avis étrangers contradictoires. Sa détermination reste inébranlable grâce à la certitude messianique.

La question n'est même pas d'embrasser la complexité de la situation, la question n'est pas non plus de s'intéresser au peuple irakien ou à l'impact sur la diplomatie mondiale. Le problème n'existe tout simplement pas. Seule la mise en œuvre de l'idéologie est recherchée.

C. Propositions

Les propositions du président BUSH début 2007 mettent clairement en avant la nécessité d'une approche plus globale de la crise. Le volet sécuritaire ne peut plus être le seul garant du succès. Cette solution est sûrement une des clefs du changement. Mais elle restera insuffisante, si la nation américaine, capable des plus grands défis technologiques, ne peut réformer l'organisation de l'Etat, afin que sa bureaucratie puisse mener une stratégie, en développant la subsidiarité.

1. Passer d'une logique de programme à une logique de stratégie

Les Américains ont offert à l'humanité les plus grands rêves de la conquête spatiale à l'Internet, en passant par l'informatique ou l'avion supersonique. Cette capacité, cette puissance à développer de tels objets, les invitent à se méprendre sur la méthode pour faire face à un obstacle. Ils confondent programme et stratégie, comme les différencient Edgar MORIN : *"L'avantage du programme est évidemment une très grande économie : on n'a pas à réfléchir, tout se fait par automatisme [et si on se trompe, on peut recommencer]. Une stratégie, par contre, se détermine en tenant compte d'une situation aléatoire, d'éléments adverses, voire d'adversaires, et elle est amenée à se modifier en fonction des informations fournies en cours de route, elle peut avoir une très grande souplesse. Mais une stratégie, pour être menée par une organisation, nécessite alors que l'organisation ne soit pas conçue pour obéir à la programmation, mais puisse traiter des éléments capables de contribuer à l'élaboration et au développement de la stratégie."*

Pour qu'une organisation soit apte à mener une stratégie, il faut développer la souplesse et laisser à chaque niveau un espace d'initiative, il faut plus de subsidiarité comme l'a démontré le Maj Gen PETRAEUS en adoptant vis-à-vis des populations locales des règles de comportement très différentes des autres généraux.

Sa nomination en chef en tant que commandant des forces en Irak le 10 février 2007 est peut-être l'amorce d'une telle prise de conscience.

2. L'approche globale

Une approche globale et transdisciplinaire à la gestion de crise est nécessaire allant de l'humanitaire à la sécurité, en passant par l'établissement de lois, la reconstruction d'infrastructure, le redémarrage de l'économie et une transition politique avec des élections

locales et nationales, tout en conservant le rôle essentiel du politique et du militaire.

Cette approche globale permet de gérer la complexité, en tout cas de la prendre en compte. Comme démontré dans l'article en annexe 2, elle permet de ne pas faire d'erreurs grossières, mais ne garantit en rien le succès des opérations, elle est simplement nécessaire.

Cette approche a d'ailleurs fait l'objet d'après discussions lors du sommet de l'OTAN à Riga fin novembre 2006, où les Américains ont prôné une approche globale pour l'Afghanistan. Naturellement, la France, ne peut soutenir une action qui tend à transformer l'OTAN en substitut de l'ONU seul habilité à mener une telle démarche. Voici quelques éléments de la conférence de presse de M Jacques Chirac à l'issue du sommet de l'OTAN à Riga le 29 novembre 2006 :

"[...] Adapter l'Alliance, c'est aussi lui permettre de travailler, en parfaite complémentarité, et sur un pied d'égalité, avec les autres organisations internationales dont la vocation, les compétences et les moyens, en particulier dans les domaines de l'aide à la reconstruction, de l'assistance humanitaire ou de la sécurité civile, sont clairement établis. [...] Il en va de même des opérations que l'Alliance conduit au profit de la paix et de la sécurité internationales. Je pense d'abord à l'Afghanistan. La France y est présente depuis 2001 et commande aujourd'hui la région de Kaboul. Pour créer les conditions d'un succès, nous devons inscrire notre action dans le cadre d'une stratégie globale, d'un processus politique et économique réaffirmé [...]"

Mais cette proposition démontre néanmoins que les Américains n'ont pas encore parfaitement compris la leçon, puisqu'ils considèrent toujours le volet militaire comme la base essentielle de cette approche. Le chemin reste encore long pour passer à une approche globale concrète et efficace.

Sans revenir sur l'ensemble des erreurs et leur explication, l'élément primordial passe par une réforme des institutions américaines en donnant plus de pouvoir au Département d'Etat, à l'image du ministère des Affaires étrangères en France comme précisé dans la partie suivante. Cette réforme des esprits, facilitant un fonctionnement pluridisciplinaire en interne aux USA pourrait bien évidemment avoir à terme des conséquences sur une politique extérieure, en développant le multilatéralisme tant décrier aujourd'hui par nos alliés d'Outre Atlantique. Il serait alors possible de revenir à l'équilibre atteint à la fin de la seconde guerre mondiale où

les USA, unique super puissance, n'ont pas cherché à corréler monde unipolaire et vision unilatérale. En effet, le soutien apporté au développement de l'ONU est une preuve, qu'à cette époque, multilatéralisme et unipolarité pouvaient coexister de manière constructive pour la paix et la stabilité mondiale.

3. L'exemple français de la " diplomatie de défense "

Les éléments élaborés (cf. annexe 3) par un diplomate affecté à la Direction des Affaires Stratégiques démontre en quoi le rapprochement entre les ministères des Affaires étrangères et de la Défense est extrêmement bénéfique pour gérer et surtout prévenir les crises en développant une stratégie d'influence plutôt que de puissance.

Un exemple concret de cette démarche est le cycle RECAMP (Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix) prémisses à une approche plus globale et multilatérale. Voici un extrait du discours du ministre de la défense Mme Michele ALLIOT-MARIE, tenu à Cotonou le 9 décembre 2004, lors de l'exercice RECAMP BENIN, qui illustre notre propos :

"Notre approche des questions africaines est ainsi globale et multilatérale. Globale, parce que nous traitons en étroite liaison toutes les questions liées à la prévention et au règlement des crises, qu'elles soient militaires, politiques, sociales ou économiques. Multilatérale, parce que nous jugeons impératif de mettre en commun les efforts et de ne pas disperser les moyens et les énergies que fournissent les Etats, les sociétés civiles, les organisations régionales et internationales ou les ONG."

Afin d'approfondir cette action, la France a créé le poste de Haut-Représentant pour la Sécurité et la Prévention des Conflits, tenu aujourd'hui par M. WILTZER. Il est placé sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères et travaille en étroite collaboration avec le ministère de la Défense. Une de ses nombreuses missions consiste à engager la réflexion au niveau interministériel afin de définir avec les ministères concernés (essentiellement Défense, Justice, Intérieur, Fonction publique) des actions visant à améliorer leur participation aux opérations de maintien de la paix (formation des personnels, recensement des personnels formés, procédures facilitant la mobilité...).

IV. Conclusion

La deuxième guerre d'Irak est hélas un très bon exemple de ce qu'il ne faut pas faire, car au

lieu de réduire la complexité de cette crise, les Américains l'ont complexifié en l'installant dans le temps et en la propageant dans d'autres espaces de combats comme la guérilla, les relations internationales, le choc des civilisations, les relations communautaires, etc.

CENTCOM est responsable de l'échec de la phase de reconstruction en Irak, mais la culpabilité en revient clairement au niveau politique.

L'erreur principale provient d'une approche idéologique de la problématique, cette approche partielle ne permet pas d'embrasser toute la complexité, caractérisée par le non-déterminisme inhérent à toute stratégie, quand elle existe, et par l'impossibilité de savoir si l'on ne se trompe pas. Cette caractéristique impose des principes à respecter pour minimiser les erreurs.

L'approche globale aurait été un meilleur angle d'attaque non pas pour s'assurer du succès, mais au moins pour se prémunir des erreurs grossières qu'une absence de conscience de la complexité génère. Cette approche, recherchée aujourd'hui par Washington, impose une réforme des institutions américaines pour équilibrer les influences du Département d'Etat et du Département de la Défense dans la prévention et la gestion de crise. Cette réforme intérieure, garante d'un meilleur équilibre des pouvoirs, devrait aussi se traduire par une attitude plus multilatérale des Américains. En outre, rien ne sert de définir une stratégie si l'organisation chargée de la mener à bien ne peut s'adapter au non-déterminisme naturel de celle-ci. Pour cela, il convient de développer l'esprit d'initiative et la subsidiarité.

La France a entrepris depuis plusieurs années cette approche comme le démontre le concept RECAMP et la création du poste de Haut-Représentant pour la Sécurité et la Prévention des Conflits.

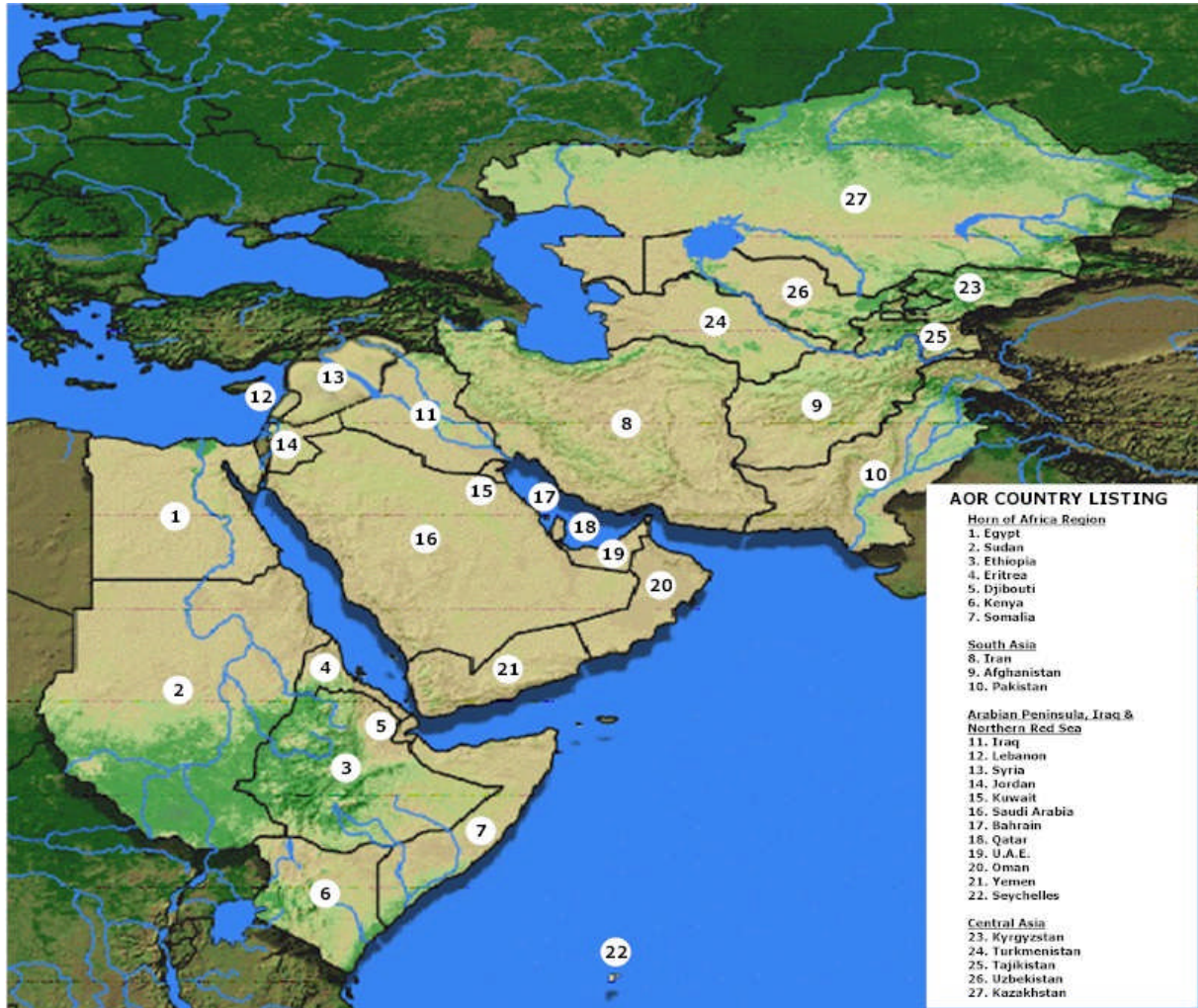
Il revient donc de persévérer et de tenir tête aux Américains qui n'ont toujours pas compris, comme l'a démontré le dernier sommet de l'OTAN à Riga, que l'aspect militaire ne devait pas être le premier à être pris en compte, mais que les aspects politiques, diplomatiques, juridiques, culturels, économiques doivent être considérés avec la même importance.

<i>La reconstruction en Irak, un échec imputable à CENTCOM ?</i>	1
<i>I. Introduction</i>	1
<i>II. Des erreurs multiples</i>	2
A. La reconstruction en Irak : un échec !	2
1. Le critère sécuritaire	3
2. La démocratie est-elle possible ?	3
B. Les erreurs de CENTCOM	4
1. La préparation	4
2. La planification	6
3. La conduite	7
4. La soumission au pouvoir politique	9
C. Les erreurs du " Secrétariat à la Défense " et du pouvoir politique	9
1. Bataille inter agence et bataille idéologique	10
2. Une démocratie en faillite ?	12
3. La surprise de l'échec	13
4. Absence de subsidiarité : le micro management de RUMSFELD le mégalomane	15
D. L'avenir de l'Irak	16
1. Le risque de guerre civile	16
2. Le rôle des puissances régionales	17
3. L'envoi de 20 000 hommes supplémentaires	18
<i>III. L'Irak, un nouveau Vietnam ou l'incapacité politique américaine à résoudre une situation complexe?</i>	18
A. Notion de complexité (cf. annexe 2 : article personnel de la tribune sur ce thème)	19
1. Qu'est-ce que la complexité ?	20
2. Les stratégies divergentes	20
B. Un échec prévisible	21
1. L'augmentation de la complexité (erreurs militaires et politiques)	22
2. Une approche partielle (erreurs politiques)	24
3. L'incapacité idéologique du pouvoir à reconnaître ses erreurs (erreurs politiques)	26
C. Propositions	27
1. Passer d'une logique de programme à une logique de stratégie	27
2. L'approche globale	27
3. L'exemple français de la " diplomatie de défense "	29
<i>IV. Conclusion</i>	29

ANNEXE	33
Annexes 1 : Zone d'influence de CENTCOM	33
Annexes 2 : Article personnel pour la tribune "Réflexions stratégiques : de la complexité à la volonté créatrice"	34
Annexes 3 : Notion sur la "diplomatie de défense"	42
Annexes 4 : Listes des personnalités et organismes impliqués dans la crise irakienne	43
BIBLIOGRAPHIE	44

ANNEXE

Annexes 1 : Zone d'influence de CENTCOM



Zone d'influence de CENTCOM

CENTCOM est en charge de pays tels que l'Irak, l'Afghanistan, la Somalie, le Soudan.

Annexes 2 : Article personnel pour la tribune "Réflexions stratégiques : de la complexité à la volonté créatrice"

Réflexions stratégiques : De la complexité à la volonté créatrice !

La complexité est un mot problème et non un mot solution. C'est ainsi qu'Edgar Morin présente la complexité.

En recherchant à limiter dans le temps et les espaces de combat le nombre d'actions nécessaires pour atteindre l'objectif, nous pouvons inventer des solutions inédites auxquelles tout le monde adhère grâce à un échange pluridisciplinaire, un commandement participatif et une communication efficace. Ainsi, nous pouvons réduire la complexité de la crise à résoudre.

Qu'est-ce qu'un problème complexe ?

La complexité sera mathématiquement élevée pour les problèmes dont personne ne peut évaluer la pertinence de la méthode de résolution. Seule l'expérience permettra a posteriori de s'accorder sur l'efficacité de celle-ci. Ainsi il n'existe aucune stratégie déterministe permettant d'atteindre l'état final recherché.

Appliquer à l'espace des conflits, la complexité se caractérise par le temps nécessaire pour aboutir à l'état final recherché, par l'espace où se déroulent des opérations (politique, diplomatique, militaire, juridique, éthique, culturel, social, médiatique, humanitaire, ...), par l'adversaire modélisé par le nombre d' EVN (Elément de Valeur National », englobant selon le Major Borlow⁵: capacité de décision, industrie, forces armées, population, transports, communications et alliances).

Comment mesurer sa complexité ?

⁵ Col Steininger, "La paralysie stratégique selon Boyd et Warden", Penser les Ailes Françaises, février 2006.

La complexité se mesure d'abord en fonction du nombre d'actions élémentaires nécessaires à la résolution du problème.

Exemple : je veux colorier une carte de telle manière que chaque partie de la carte n'ait pas la même couleur qu'une partie connexe. Une méthode efficace permettra de diminuer par 3 le nombre de fois où la boucle de l'algorithme est mise en œuvre par rapport à une méthode basique. Ce nombre va correspondre à la complexité de notre problème. Cette méthode est, en outre, très sensible aux choix initiaux. Il existe donc un facteur chance sinon une forte intuition qui peut influencer sur la complexité.

Ne nous y trompons pas, ce n'est pas parce que les actions sont définies que la solution est déterminée. Ainsi, ce problème apparemment très simple, comme celui de trouver le nombre minimal de couleurs pour colorier une carte avec des parties connexes de couleurs différentes, est un problème complexe. En effet, ce n'est qu'en 1976 qu'il a été prouvé que toute carte pouvait être coloriée avec 4 couleurs, et il est aujourd'hui impossible de savoir a priori si la méthode utilisée permettra de faire baisser ce nombre à 3.

La complexité d'un conflit sera donc mesurée par le nombre d'actions élémentaires nécessaires pour le résoudre tel que le nombre de jours de frappes aériennes pour lancer la campagne terrestre.

*

Toute bonne stratégie consiste à diminuer la complexité du problème rencontré en réduisant le nombre d'actions à réaliser.

Ne pas augmenter la complexité et diminuer la complexité intrinsèque

Le déterminisme des actions élémentaires menées est fondamental. En effet, plus les actions auront un caractère non déterministe, plus la complexité du problème va augmenter puisque cela va générer des sous problèmes complexes. En revanche, développer une logique d'EBO⁶

⁶ Effects-Based Operations : C'est au travers de la mesure de cette efficacité (Measure Of Efficiency :MOE) des différentes actions que la campagne est réorientée par un processus itératif.

va dans le bon sens puisque que le résultat de l'action est mesurable, celle-ci est donc fortement déterministe.

La diminution de la complexité intrinsèque va se traduire par une prédiction des actions de l'adversaire, voire une incitation à le faire agir de manière prédictive.

L'Histoire nous rappelle comment Hannibal en situation d'infériorité avec ses 50 000 guerriers face à 80 000 Romains a su attirer ces derniers dans un piège diabolique. A Cannes au sud de l'Italie le 2 août 216 avant J.C., les Romains avancent de front vers les Carthaginois. Hannibal a affaibli volontairement son centre afin que les Romains attaquent à cet endroit. Une fois ses lignes enfoncées, Hannibal procède à un encerclement des troupes romaines qui sont anéanties⁷.

En fait Hannibal a réduit la complexité de son problème en s'assurant du comportement de son adversaire. Il a donc assuré le déterminisme de ces actions. Il a poussé son adversaire à penser que le problème était simple en lui laissant croire qu'une seule action dans un espace restreint - le centre - allait être déterminante. Les Romains ont basculé dans une logique de décision absurde, fondée sur du bricolage cognitif dont une des typologies consiste à considérer non aléatoire un phénomène qui est aléatoire⁸. Dans ce cas, les Romains, sûrs de leur force, n'ont pas cherché à élaborer une stratégie digne de ce nom, alors que la seule présence d'Hannibal, qui les avait battus à de multiples reprises, aurait dû les y inciter.

Ce modèle est aussi identifiable, mais de manière plus subtile dans la victoire de Napoléon à Austerlitz. Il a en permanence cherché à faire croire aux Austro-russes qu'il ne souhaitait pas le combat car il se sentait en position de faiblesse.

En fait le bon stratège réussit à faire croire à son adversaire qu'une action limitée dans le temps et l'espace (attaquer le centre des troupes d'Hannibal pour les Romains, attaquer le flanc droit de Napoléon à partir de la colline de Pratzen pour le Général Weirother) est la clef du succès⁹.

Enfin, Il est à noter que les troupes romaines regardaient vers le sud et qu'en plus le Sirocco levait des tourbillons aveuglant les romains. La chance ou l'intuition influenceront toujours soit sur le résultat, soit sur le nombre d'actions pour y parvenir.

A Austerlitz comme à Cannes, le soleil était du côté des vainqueurs.

⁷Stéphane Audoin-Rouzeau, "Les grandes batailles de l'histoire présentation", Larousse 2005.

⁸Christian Morel, " Les décisions absurdes, sociologie des erreurs radicales et persistantes", Gallimard 2002.

⁹ Pierre Miquel, "Austerlitz", Albin Michel 2005.

Réduire le nombre d'actions élémentaires

Tout d'abord, il faut réduire le temps pendant lequel l'opération va se dérouler, puisque plus celle-ci s'inscrit dans une période longue, plus il sera difficile d'identifier la portée des actions, c'est-à-dire leur déterminisme.

La capacité à s'inscrire dans un tempo plus rapide que l'adversaire permet à la fois d'avoir la main sur l'action et d'obliger l'adversaire à ne travailler qu'en réaction. C'est le principe bien connu de la boucle OODA (Observation Orientation Décision Action) décrite par Boyd.

Autre solution illustrée par l'USMC (US Marines Corps) lors de la campagne Iraqi Freedom : la parallélisation des actions jusque là séquentielles. Ainsi, les raids aériens se sont déroulés en même temps que l'avancée des troupes au sol, à l'inverse de la première guerre du Golfe¹⁰.

Ensuite, il est important de réduire et de maîtriser les espaces de combat, car plus ceux-ci seront restreints, plus il sera facile d'y mener une action avec un effet attendu et mesurable. Ainsi les Américains, en s'assurant en partie du discours des journalistes, les Embedded (intégrés aux troupes), qui suivaient la campagne d'Irak de l'intérieur, ont évité un dérapage médiatique incontrôlé.

Enfin, il faut diminuer le nombre d'EVN, c'est-à-dire de pouvoirs locaux, c'est le fondement des stratégies aériennes actuelles (cf. Barlow). Cela permet de limiter le nombre d'actions aux actions essentielles.

Il existe malgré tout un grand danger dans la destruction de tous les EVN. La nature ayant horreur du vide, il s'en créera toujours. Il faut donc savoir en conserver, en les faisant basculer du côté ami, pour ne pas générer une nouvelle complexité. Nous retrouvons ici le nouveau concept des opérations militaires d'influences (OMI).

Ainsi, quand M Rumsfeld, secrétaire d'Etat à la Défense américaine, décide de dissoudre l'armée iraquienne, il détruit un EVN (forces armées) avec lequel il aurait pu reconstruire l'Irak. Il pousse les anciens militaires à créer leurs propres EVN (plusieurs forces armées) et à entrer dans le terrorisme. Rumsfeld a augmenté la complexité de son problème.

L'absence de conscience de ces notions liées à la complexité peut se traduire par des erreurs

¹⁰ "Opération *Iraqi Freedom* : analyse des opérations aéroterrestres", Penser les Ailes Françaises, juin 2006.

stratégiques majeures.

*

Les stratégies divergentes sont directement liées à la nature du pouvoir (fort, faible, démocratique et stable) auquel revient la responsabilité d'élaborer la stratégie.

Surévaluation des capacités

L'erreur qui caractérise un pouvoir fort, contraint de réagir rapidement pour démontrer sa force, est de confondre vitesse et précipitation. Le centre de décision, surévaluant ses capacités, ne s'accorde pas le temps nécessaire à l'analyse de la complexité du problème.

Ainsi Alexis Suchet dans son livre "Napoléon et le Management"¹¹, fait l'analyse suivante : "Son obsession de la performance explique pourquoi ses prédictions ne sont plus des diagnostics réfléchis, mais des phénomènes d'autosuggestion... Plus angoissé par la médiocrité de l'inaction, que par le risque d'échec...". Napoléon avait pourtant bien conscience que "la guerre était une loterie".

Il ne faut donc pas confondre réflexe et réflexion, lorsque le problème est complexe.

Un principe paralysant

Les pouvoirs faibles vont rester paralysés et éviter de prendre toute décision dont les conséquences ne sont pas clairement identifiées. Ainsi, le fameux principe de précaution est de rigueur, on ne fait rien car le déterminisme de la stratégie n'est pas assuré.

Cette non décision se contente parfois d'un choix implicite, satisfaisant tout le monde. Ainsi la ligne Maginot a été considérée comme l'assurance qu'aucune campagne allemande ne pouvait réussir. Le gouvernement se déresponsabilise et satisfaisait le peuple français pacifiste. Or, c'est une décision absurde⁵, elle limite la stratégie, dans un problème complexe, à l'inaction.

La stratégie des petits pas

¹¹ Alexis Suchet, "Napoléon et le management", p 164, Tallandier 2004.

Enfin un pouvoir tel que celui exercé par les démocraties actuelles peut être amené par ses actions à renforcer la complexité du problème plutôt qu'à le résoudre.

Ainsi la complexité du problème et la difficulté de trouver une bonne solution pour atteindre l'objectif, poussent certains à avancer pas à pas. A tout moment, cette démarche risque d'augmenter la complexité. Pour tester l'adversaire on multiplie le nombre d'actions qui sont par essence non déterministes puisque le résultat est une information attendue pour définir d'autres actions. La stratégie suivie n'est donc pas sous contrôle, le résultat est incertain.

Lors de la crise du Kosovo, il a fallu tout l'esprit de persuasion des chefs militaires et l'expérience de la guerre du Vietnam pour éviter que les responsables politiques tombent dans cet écueil connu sous la dénomination de rationalité limitée¹² et incrémentalisme disjoint¹³.

Il est donc assez simple d'identifier une stratégie divergente, garante de l'échec.

*

"La critique est aisée, l'art difficile". Certes une bonne stratégie se découvre a posteriori, mais après avoir identifié les erreurs à ne pas commettre, tentons de savoir comment déterminer les actions les plus efficaces au regard de la diminution de la complexité. Les clefs de cette réussite résident dans la volonté de créativité à tous les échelons autant stratégiques que tactiques pour contrebalancer le non déterminisme et l'incertitude. Cette créativité doit, de surcroît, être équilibrée par une communication interne, forte, garante de la cohérence des actions.

Comment élaborer une bonne stratégie ou comment être créatif et cohérent?

Il n'est pas simple d'inventer des actions qui répondront aux questions suivantes : Comment

¹²La rationalité limitée provient de l'incapacité des individus à traiter l'ensemble des informations en provenance de leur environnement.

¹³"La puissance aérienne, employée de manière graduelle dans le cadre de la diplomatie coercitive, permet aux décideurs de découvrir progressivement des informations nouvelles sur leurs adversaires, sur leurs alliés, voire sur eux-mêmes, de préciser leurs préférences, à la fois leurs objectifs politiques et les missions des forces armées, et de les rendre progressivement plus cohérentes. Mais le décideur subit les événements qui peuvent s'emballer.

faire tomber l'adversaire dans un bricolage cognitif ? Comment réduire le temps de la campagne ? Comment développer la subsidiarité¹⁴ garante d'une créativité déterministe à tous les échelons ? Comment influencer les pouvoirs locaux pour qu'ils basculent de notre côté ? Comment conserver l'avantage de la maîtrise du temps et de l'espace ?

Tous ces "comment" nous amènent directement à la capacité de créer dans un environnement complexe. Il faut rendre la planification opérationnelle plus pluridisciplinaire (historien, sociologue, économiste, politique, militaire, ethnologue,...) afin d'embrasser l'ensemble des possibles. Il faut confronter les idées, inventer des ruptures stratégiques et opérationnelles, identifier les mauvaises pistes, évitant ainsi de multiplier les actions inutiles.

La créativité pluridisciplinaire

La nécessité d'une telle créativité pluridisciplinaire est parfaitement illustrée, encore une fois, par la bataille d'Austerlitz. En effet, tous ces paramètres ont été pris en compte par un seul homme : Napoléon. Ce qui fait de lui un des plus grands commandants de tous les temps, mais qui nous démontre combien il est peu probable d'y arriver seul.

Ainsi, il invente une stratégie de mouvement, en faisant progresser de manière fulgurante la Grande Armée de Boulogne à Ulm afin d'y battre le Général autrichien Mack avant que celui-ci ne soit rejoint par le général russe Koutouzov. Il doit ensuite défaire les Russes avant que les Prussiens ne se décident à rentrer en guerre. Son souci étant de persuader l'ennemi russe, qui refuse le combat, de lui livrer bataille; il trompe celui-ci sur ses forces et affiche ostensiblement la fausse faiblesse de ses troupes.

Cette stratégie cohérente des objectifs politiques et des capacités militaires reste malgré tout possible parce que les troupes lui sont d'une fidélité inébranlable. Napoléon a su construire une armée issue du peuple, où seul le mérite est de mise pour gravir les échelons. Il ne faut donc pas oublier la sociologie de cette Grande Armée pour comprendre cette victoire. Nous identifions ici une notion d'historicité¹⁵.

La créativité dans un environnement complexe n'a donc de sens que si la cohérence de l'ensemble est assurée.

¹⁴ Exemple des conséquences d'une subsidiarité mal contrôlée : le scandale d'Abou Ghraib, ou l'impact néfaste d'une dérive tactique sur la stratégie.

¹⁵ Les modèles sociaux qui, à une certaine époque, définissent les rapports entre les individus au sein d'une société.

Les crises ou les conflits doivent se gérer dans un environnement complexe et les méthodes de résolution sont par essence non déterministes. Les stratégies politico-militaires élaborées pour les régler nécessitent d'appréhender la problématique dans toutes ses dimensions politique, militaire mais aussi diplomatique, économique, juridique, éthique, culturelle, sociale, voire humanitaire et médiatique.

Pour minimiser la complexité de la crise à résoudre, il faut savoir mettre en œuvre une stratégie reposant sur des actions déterministes qui limitent le temps des opérations ainsi que les espaces où elles sont menées et qui assure la maîtrise des pouvoirs locaux.

Sans être garante du succès, la volonté de créativité pluridisciplinaire s'appuyant sur une forte communication interne donnant cohérence à une stratégie générale, maximisera les chances de réussite et évitera les erreurs les plus fréquentes.

Annexes 3 : Notion sur la "diplomatie de défense"

La "diplomatie de défense", composante essentielle de la diplomatie préventive.

Vers une nouvelle symbiose entre diplomatie et défense.

ZIPPER de FABIANI Henry

Diplomate détaché au Ministère de la Défense comme Adjoint au Directeur chargé des

Résumé

La "diplomatie de défense" constitue depuis quelques années un outil privilégié par lequel défense et diplomatie se conjuguent afin de contribuer à la prévention des conflits ou à la gestion des crises. Cette expression forgée outre-Manche recouvre nombre d'activités assez traditionnelles. Le fait le plus novateur réside en fait dans une approche de plus en plus multilatérale et un affranchissement croissant des pesanteurs historiques. Alors que la "diplomatie de défense" conserve une forte dimension africaine, la "defence diplomacy" demeure très marquée par la nécessité d'accompagner la transformation de l'ancien bloc soviétique dans sa transition démocratique. L'une et l'autre se rejoignent dans le souci d'ancrer les forces armées des pays avec lesquels nous coopérons dans un état de droit, et d'améliorer leur capacité à œuvrer de concert dans la prévention des crises régionales. Les progrès de l'interopérabilité sont déjà sensibles dans les Balkans et par ailleurs favorisés par les exercices organisés par la France en Afrique, dans le cadre du programme RECAMP. L'ensemble de ces actions est désormais abordé dans un cadre plus cohérent, depuis la réforme de la coopération au ministère des Affaires étrangères et l'ouverture croissante du ministère de la Défense à l'international. Ainsi émergent de nouvelles générations de diplomates et de militaires dont les cultures professionnelles se recourent de plus en plus.

Annexes 4 : Listes des personnalités et organismes impliqués dans la crise irakienne

US

- BUSH: Président US
- RUMSFELD: Secrétaire d'état à la défense
- FEITH: Secrétaire adjoint à la défense
- WOLFOWITZ: Secrétaire d'état adjoint à la défense
- POWEL: Secrétaire d'Etat
- BREMER: Chef du CPA
- GARNER: Chef de l' ORHA
- BECKER
- FRANKS: Chef du Commandement central des Etats-Unis
- ZINNI: Ancien chef du Commandement central des Etats-Unis
- SHINSEKI: Chef d'état-major de l'armée de terre
- SANCHEZ: Chef des forces alliées en Irak

IRAK

- CHALABI (Chiite): Président du conseil National Irakien
- ALLAOUI (Chiite): Chef du gouvernement intérimaire irakien (28/04/04 au 07/04/05)
- AL-JAAFARI (Chiite): Chef du gouvernement de transition (07/04/05 au 22/04/06)
- AL-MALIKI: Chef du gouvernement (à compter du 22/04/06)
- TALABANI (Kurde): Président (à compter du 22/04/06)

Organismes

- ORHA : Office pour l'Aide Humanitaire et la Reconstruction
- CPA: Coalition Provisional Authority (21/04/03 au 28/06/04)
- CIG: Conseil du Gouvernement Intérimaire, il s'agit d'un organe sous le contrôle de l'Autorité intérimaire de la Coalition (CPA, ou Autorité provisoire), l'administration d'Occupation dirigée par Paul Bremer en Irak, qui détient un droit de veto et exerce une tutelle de fait.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- MORIN Edgar, *Introduction à la pensée complexe*, Editions du seuil, 2005.

OUVRAGES EN ANGLAIS

- RICKS Thomas, *Fiasco: the american military adventure in Irak*, The Penguin Press; Penguin Group, 2006.
- HERSH Seymour M., *Chain of command: the road from 9/11 to abu ghraib*, HarperCollinsPublishers, 2004.

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- JARREAU Patrick, " L'après-Saddam Hussein sera organisé par le Pentagone dans un premier temps ", *Le Monde*, 21 mars 2003.
- De BEER Patrice, "Powell contre Rumsfeld, le « clash des titans »", *Le Monde*, 9 avril 2003.
- ZECCHINI Laurent, "Les militaires français dressent un bilan critique de trente mois d'opérations américaines en Irak", *Le Monde*, 30 avril 2005.
- ZECCHINI Laurent, "La stratégie militaire américaine explique l'échec en Irak", *Le Monde*, 25 mars 2006.
- LESER Eric, " Dissensions militaires américaines sur la stratégie", *Le Monde*, 28 mars 2006.
- LUIZARD Pierre-Jean, chercheur au CNRS et auteur de "La Question irakienne" (Fayard), " Irak : quels scénarios pour sortir du chaos ? ", *Débat sur le site Le Monde.fr*, 17 octobre 2006.
- JARREAU Patrick, " Donald Rumsfeld, le vieux bagarreur qui voulait venger l'Amérique humiliée", *Le Monde*, 8 novembre 2006.
- BADIE Bertrand, professeur à Sciences-Po " L'hégémonie américaine : échec ou révision ? ", *Débat sur le site Le Monde.fr*, 10 janvier 2007.